|  |  |
| --- | --- |
| **Réunion préparatoire régionale pour la région Europe (RPM-EUR) en vue de la CMDT-17** | P:\SUP\Logos\Post-150th Anniv\ITU-logo-UNblue.jpg |
| **Vilnius, Lituanie, 27-28 avril 2017** |  |
|  |  |
|  | **Document RPM-EUR17/INF/10-F** |
|  | **26 avril 2017** |
|  | **Original: anglais** |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications |
| Forum régional sur le développement pour l'Europe Résumé des discussions |
|  |

**Résumé:**

Le présent document contient le résumé des discussions qui ont eu lieu pendant le Forum régional de l'UIT sur le développement pour l'Europe qui s'est tenu à Vilnius (Lituanie) le 26 avril 2017, la veille de la Réunion préparatoire régionale pour l'Europe en vue de la CMDT‑17.

**Résultats attendus:**

N/A

**Références:**

N/A

****Rappel****

Le Forum régional de l'UIT sur le développement pour la région Europe (RDF-EUR) a été organisé par le Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Vilnius (République de Lituanie) le 26 avril 2017, à l'aimable invitation de l'Autorité de régulation des communications de la République de Lituanie, en collaboration avec le Ministère des transports et des communications de la République de Lituanie (MoTC).

Le Forum s'est tenu la veille de la Réunion préparatoire régionale pour l'Europe (RPM-EUR) en vue de la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017 (CMDT-17). Le principal objectif de ce Forum était d'examiner les Objectifs de développement durable (ODD) et leurs incidences souhaitées sur les pays en développement de la région Europe, en particulier dans les domaines du développement de l'infrastructure des TIC, de la confiance dans l'utilisation des TIC, de l'inclusion numérique, de l'innovation et des partenariats multi-parties prenantes. Les participants au Forum ont également souligné les principaux domaines du développement des TIC au-delà de 2017 qui contribueront à la mise en oeuvre des ODD. Les résultats seront soumis comme document d'information à la RPM-EUR.

84 participants dont 48 représentant 20 Etats Membres, 3 Membres de Secteur, 7 Etats Membres ayant le statut d'observateur et 1 Membre de Secteur ayant le statut d'observateur, 2 entités parmi l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et 11 participants invités ont assisté à ce Forum. La liste des participants peut être consultée [ici](https://www.itu.int/md/D14-RPMEUR-ADM-0003/en). Le présent rapport donne un aperçu des questions qui ont été examinées ainsi que des questions qui ont été identifiées au cours du Forum. L'ordre du jour et le présent rapport peuvent être consultés sur la [page web de la manifestation.](http://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/RPM-EUR/Pages/default.aspx)

**Cérémonie d'ouverture**

Les remarques liminaires ont été prononcées par les orateurs de haut niveau suivants:

• S.E. M. Ričardas Degutis, Vice-Ministre, Ministère des transports et des communications de la République de Lituanie (MoTC)

• M. Brahima Sanou, Directeur du Bureau de développement des télécommunications, Union internationale des télécommunications

• M. Manuel da Costa Cabral, Président, Com-UIT de la CEPT (Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications)

***S.E. M. Ričardas Degutis*** a souhaité la bienvenue à tous les participants au Forum RDF-EUR et fait observer que le thème de ce Forum: "Les TIC au service du développement durable" est tout à fait d'actualité alors que nous entreprenons la mise en oeuvre des objectifs de développement durable (ODD).

Il a souligné l'importance des TIC pour le développement et la portée de ces technologies en tant que mécanisme essentiel pour assurer un accès équitable aux services pour tous les citoyens. Tous les habitants de la planète ont le droit d'utiliser les TIC et les contenus liés à ces technologies, de la façon dont ils le souhaitent ou qui leur convient le mieux. La 5G, l'économie des données, l'Internet des objets, les mégadonnées, la confiance, l'inclusion et la sécurité sont des sujets en pointe pour ce qui est de l'écosystème des TIC.

Il a souligné l'engagement pris par la Lituanie en faveur de la mise en oeuvre des ODD ainsi que le soutien apporté à l'UIT, tout en faisant observer le rôle que le RDF joue en tant que tribune de haut niveau pour des discussions multi-parties prenantes.

**M. Brahima Sanou** a remercié le Gouvernement de la Lituaniereprésenté par S. E. M. Ričardas Degutis et a souhaité la bienvenue aux délégués de haut niveau présents.

Il a fait observer que, au moment où nous entreprenons la mise en oeuvre des objectifs de développement durable (ODD), les décideurs, les régulateurs, le secteur privé, les partenaires de développement et tous les acteurs de l'écosystème des TIC doivent plus que jamais nouer un dialogue inclusif, multipartite et collaboratif pour parvenir au développement socio-économique.

Il a souligné le rôle essentiel des TIC qui représentent une des solutions pour atteindre les ODD et non un problème. Il a insisté sur le fait qu'il était nécessaire de mieux faire connaître le potentiel des TIC en tant que catalyseur et vecteur des processus liés aux ODD et a exprimé sa volonté, en sa qualité de Directeur du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, d'encourager l'instauration d'un dialogue au sein de la communauté internationale sur le rôle joué par les TIC. Il a ajouté qu'il était important d'aller vers la communauté pour faire passer un message clair sur la nécessité de collaborer et de coopérer pour atteindre les ODD.

Il a enfin expliqué aux participants au RDF comment l'UIT et en particulier le BDT facilitent l'instauration d'un tel dialogue et lance des initiatives aux niveaux national, régional et international dans différents domaines prioritaires comme la santé sur mobile, la protection en ligne des enfants et la cyberagriculture.

***M. Manuel da Costa Cabral*** a salué l'UIT qui a su mettre les TIC au coeur des ODD et a félicité le Gouvernement de la Lituanie qui a offert une tribune pour le dialogue. Il a mis en lumière le fait que le développement est une priorité pour les pays européens et a affirmé que plus de la moitié de l'ensemble de l'aide au développement vient des pays européens, ce qui fait de l'Europe collectivement le plus gros donateur du monde. Il a ajouté que la plus grande partie de cette aide va aux pays à faible revenu et aux pays les moins avancés.

Il a poursuivi en indiquant qu'au sein du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT, il est possible de travailler dans un esprit de coopération et de solidarité afin de fournir une assistance technique aux pays en développement et d'améliorer les équipements et les réseaux de télécommunication/TIC dans ces pays.

Il a conclu que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 fixe des cibles bien précises et que les TIC constituent un accélérateur et un catalyseur pour la plupart des ODD , sinon tous. Il est donc possible de laisser une trace dans un domaine qui est essentiel pour le développement durable et la croissance ainsi que pour la réduction des inégalités.

Les points forts de chacune des sessions sont les suivants.

Les présentations de tous les orateurs peuvent être consultées sur la [page web de la manifestation](http://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/RPM-EUR/Pages/default.aspx).

Session 1: Encourager le développement de l'infrastructure des TIC dans l'intérêt du développement durable (ODD 9 & 7/Grandes orientations C2, C6, C7 du SMSI)

Cette session a été consacrée aux initiatives entreprises au niveau régional en ce qui concerne le développement de l'accès large bande et l'adoption du large bande, ainsi que la gestion du spectre et le passage à la radiodiffusion numérique. Elle a permis de mettre en lumière l'importance du développement de l'infrastructure large bande et du suivi de ce développement, les possibilités offertes par les nouvelles technologies et le déploiement des réseaux ainsi que la nécessité d'une coopération et d'un dialogue régionaux et sectoriels.

***M. Jaroslaw Ponder***, Représentant de zone de l'UIT, Europe, a donné le ton de la session en faisant le point des discussions actuellement en cours sur les initiatives qui seront lancées après 2018 en ce qui concerne le développement du large bande et a présenté les résultats obtenus depuis la dernière CMDT. Dans ce contexte, il a mis l'accent sur la mise en oeuvre des initiatives régionales actuelles qui portent sur l'accès au large bande et l'adoption du large bande, y compris en ce qui concerne la gestion du spectre et la radiodiffusion numérique, et il a donné un aperçu des ateliers organisés, des formations dispensées et des projets menés dans la région.

Le discours prononcé par ***M. Alban Karapici***, Membre du Conseil, Autorité des communications électroniques et postales (AKEP), Albanie, a mis en avant les perspectives et les défis liés à la promotion de l'infrastructure large bande en présentant quelques activités et projets importants dans le domaine du large bande en Albanie. M. Karapici a passé en revue diverses questions, notamment les perspectives qu'ouvrent les réseaux fixes et hertziens, la convergence des télécommunications et les services de radiodiffusion.

Il a insisté sur l'importance pour les décideurs de mettre en place des cadres réglementaires qui encourageront la libéralisation, de donner des encouragements aux investisseurs et aux fournisseurs de services et d'améliorer le choix offert aux consommateurs. Dans cette optique, l'Albanie se concentre sur un certain nombre de projets relatifs à la construction d'une infrastructure dorsale. A ce titre, des mesures réglementaires sont prises pour encourager l'utilisation en partage des infrastructures actives et des infrastructures passives, ainsi que les infrastructures autres que de télécommunication des secteurs de l'eau et de l'énergie.

Pour stimuler le développement, l'Albanie suit l'évolution du déploiement du large bande, notamment à travers une analyse de marché et une base de données qui donne aux opérateurs des informations sur l'infrastructure existante. L'orateur a souligné l'importance de la gestion du spectre pour pouvoir tirer parti des fréquences du dividende numérique et pour privilégier la fourniture d'un accès aux réseaux et services large bande haut débit dans les zones mal desservies et les zones rurales. Il a également souligné l'importance de la coopération régionale et a mentionné deux projets jumeaux que l'Albanie mène conjointement avec la Pologne et la Slovénie dans les domaines de l'infrastructure et de la qualité de service.

***M. Istvan Bozsoki***, Chef de la Division de la gestion du spectre et des réseaux de télécommunication, UIT, a donné un aperçu des cartes interactives des réseaux de transmission de l'UIT qui ont été lancées en 2013, en collaboration avec les administrations responsables des TIC, les régulateurs et d'autres parties prenantes. Des cartes comme celles des Nations Unies, de la Terre, des câbles sous-marins, des liaisons de transmission dans le monde, de la densité de population ont été intégrées et continuent d'être mises à jour, par exemple pour ce qui est des liaisons à fibre optique et des liaisons par satellite.

Les cartes interactives des réseaux de transmission de l'UIT ont été lancées en Europe avec 92 opérateurs et la liste des opérateurs ne cesse de s'allonger. Des caractéristiques et des couches, par exemple des informations graphiques et des informations sur l'interactivité ainsi que des statistiques de l'UIT, seront ajoutées pour faciliter notamment la planification des réseaux.

***Mme Olga Van Zijverden*** de TUV Rheinland s'est arrêtée sur la cartographie de la qualité des services en Europe qui a débuté en 2013 avec l'élaboration de la première plate-forme de cartographie à l'échelle européenne, basée sur des données et les initiatives existantes dans la région. La qualité des services a été définie en Europe sur la base de trois paramètres: disponibilité des services, fourniture des services et expériences en ce qui concerne les services.

En novembre 2017, le nouveau portail www.broadband-mapping.eu sera lancé. L'un des principaux objectifs de ce projet a été d'établir une coordination avec le Plan stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023, en établissant une correspondance pour des questions telles que la coopération pluridisciplinaire, l'incitation à des investissements conjoints, l'élaboration d'évaluations d'impact basées sur des éléments probants et l'établissement de comparaisons en ce qui concerne la connectivité pour stimuler la concurrence.

Les enseignements tirés à ce jour ont fait ressortir deux grands problèmes, à savoir le très petit nombre de méthodes différentes utilisées pour la collecte des données et la diversité des données et des valeurs recueillies, problèmes que l'on essaie d'examiner sous divers angles. Sur le long terme, l'objectif avec ce projet est de lancer en Europe une collecte de données et de valeurs harmonisées reposant sur des éléments probants, en collaboration étroite avec l'UIT.

***M. René Arnold***, Chef du Département Marchés et perspectives, WIK, a donné un aperçu du rôle joué par les TIC dans la réalisation de l'ODD7 (Energie propre à un prix abordable) et des cibles qui lui sont associées ainsi que de l'ODD 13 (Mesures en faveur du climat). Le rôle des TIC dans la chaîne de valeur énergétique – génération, exploitation, commercialisation et vente au détail – sera essentiel pour la réalisation de ces ODD.

L'expérience de l'Europe en ce qui concerne la coopération dans le domaine des TIC et de l'énergie s'inscrit dans le cadre du projet Horizon 2020 qui est à ce jour le domaine de coopération le plus complet en Europe entre le secteur des TIC et le secteur de l'énergie. Le principal résultat de ce projet sera l'élaboration d'un kit pratique d'aide à la prise de décision pour les fournisseurs du secteur des TIC et du secteur de l'énergie. Il existe entre les deux secteurs des obstacles qui sont essentiellement dus à l'existence de cadres réglementaires peu clairs et à un manque de confiance et de compréhension. Il a été reconnu que plusieurs types de coopération entre les fournisseurs du secteur des TIC et les fournisseurs du secteur de l'énergie, permettraient peut-être de régler les problèmes actuels concernant en particulier le fonctionnement des réseaux, le partage des infrastructures et l'élaboration de nouveaux produits et de nouveaux services.

L'UIT a déjà joué un rôle important dans ces efforts de coopération en organisant récemment un atelier mixte d'experts qui s'est tenu en février 2017 et en élaborant un projet de document de travail pour le RDF.

Une approche régionale sur l'itinérance, le développement du large bande et la numérisation dans le sud-est de l'Europe a été présentée par ***M. Gazmend Turdiu***, Secrétaire général adjoint, Conseil de coopération régionale (RCC). M. Turdiu a souligné que malgré les progrès importants réalisés en ce qui concerne la réduction de la fracture numérique en Europe, les pays de l'ouest de la région des Balkans continuent d'accuser un certain retard en ce qui concerne le développement des TIC, en particulier pour ce qui est du déploiement et de l'adoption du large bande fixe.

Il a souligné la prise de conscience accrue des pouvoirs politiques qui stimule la mise en place d'un environnement propice, les investissements et aussi la coopération avec les pays européens voisins. Une des principales initiatives de la RCC pour soutenir la transformation numérique dans la région est de contribuer à faire baisser le coût des services, en particulier les tarifs de l'itinérance. A cette fin, la RCC fournit une assistance technique, offre un forum de discussion et encourage la coopération entre les pays et avec les opérateurs. A travers ses travaux, elle a accru la prise de conscience et mis en lumière les avantages et les incidences de la réduction des tarifs de l'itinérance, en particulier pour les consommateurs.

La RCC non seulement soutient l'intégration régionale mais aussi tire profit de ces liens de coopération étroits avec l'Union européenne. M. Tudiu a également insisté sur le fait que le développement de l'infrastructure large bande est considéré comme une priorité absolue dans la région, non seulement par les gouvernements mais aussi de plus en plus par les populations et les entreprises.

Session 2: Renforcer la résilience et la confiance dans l'intérêt du développement durable (ODD 9 /Grande orientation C5 du SMSI)

Cette session a mis l'accent sur les initiatives entreprises au niveau régional pour le renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC.

***Mme Rosheen Awotar-Mauree***, Administratrice de programme, Coordination Europe, a donné un aperçu du contexte actuel en vue des exposés des différents intervenants. Elle a également informé les participants des travaux actuellement entrepris par le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT dans le domaine de la cybersécurité en Europe et a insisté sur le rôle que joue l'UIT pour faciliter le dialogue régional et diffuser les bonnes pratiques entre les Etats Membres.

***M. George Michaelides***, Commissaire, Fonctionnaire auprès du Commissaire à la réglementation des communications électroniques et de la poste de Chypre a présenté les activités récentes et les évolutions dans son pays. Il a mis en lumière les statistiques récentes sur la probabilité et les incidences des cyberattaques, y compris sur les infrastructures essentielles et a examiné les piliers d'une stratégie européenne en matière de cybersécurité ainsi que les différents aspects de la Directive sur la sécurité des réseaux de l'information (SRI).

Tout en donnant un aperçu des activités de Chypre concernant l'Équipe d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) mise en place par son gouvernement, la création d'une équipe CIRT nationale et l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité, l'orateur a insisté sur le rôle essentiel de la coopération et de la confiance entre les parties prenantes aux niveaux national, régional et international. La création d'un groupe de parties prenantes sur un Internet sûr pour les enfants et la création du Centre d'excellence sur la cybercriminalité de Chypre sont des exemples de mécanismes très précieux qui peuvent faciliter la coopération, la collaboration et les prises de conscience. En clôture de son intervention, l'orateur a réaffirmé une fois de plus que la coopération et la confiance, en particulier entre le secteur public et le secteur privé, sont essentielles pour résoudre le problème complexe de la cybersécurité.

Une approche nationale sur la protection en ligne des enfants a été présentée par ***M. Ahmet Çubukcu****,* spécialiste des TIC, Autorité de régulation des télécommunications de la Turquie. L'exposé était consacré principalement aux activités entreprises par l'Autorité pour souligner l'importance de la sensibilisation, de l'acquisition de connaissances de base sur une utilisation sûre de l'Internet et aussi de la formation.

L'orateur a fait part aux participants des principaux piliers du programme de son pays, notamment la mise en place d'un centre et d'un service pour un Internet plus sûr, l'organisation à intervalles réguliers de manifestations avec le secteur privé et la coopération continue avec des parties prenantes au niveau national comme le Ministère de l'éducation, afin d'institutionnaliser le concept de renforcement des connaissances.

Dans son exposé sur les plates-formes destinées à encourager la coopération régionale dans les domaines de la protection en ligne des enfants et de la cybersécurité, ***Mme Ewa Dziemidowicz*** de la Empowering Children Foundation, Pologne, a mis en lumière les problèmes que pose actuellement l'utilisation des TIC, en particulier l'utilisation de l'Internet, pour les jeunes, par exemple l'addiction à l'Internet et les dangers liés à une exposition fréquente à l'environnement en ligne.

Pour contrer de tels risques, elle a exposé les initiatives entreprises par la Fondation, dont certaines sont mises en oeuvre conjointement avec l'UIT, en ce qui concerne les moyens de réduire les comportements en ligne susceptibles de mettre en danger les jeunes et les adolescents. Au nombre de ces initiatives figurent un Forum pour les jeunes, une série de programmes de formation ainsi que la diffusion de lignes directrices en langue locale.

***M. Laurent Chrzanovski*** de la Swiss Web Academy, Roumanie, s'est intéressé au sujet des partenariats public–privé dans le domaine de la cybersécurité. Il a souligné certains des problèmes posés par de nombreux partenariats public–privé conclus récemment, notamment les intérêts conflictuels entre les différentes parties, les redondances et les recoupements entre les sujets et les aspects couverts par ces partenariats, et il a comparé le rôle joué par l'État et celui des organisations non-gouvernementales et du secteur privé.

Il a également mis en avant le fait que les partenariats public- privé les plus fructueux étaient ceux qui répondaient à un besoin politique bien ciblé. En clôture de son intervention, il a mis en lumière le succès de la plate-forme européenne de dialogue public–privé et de la publication d'un document sur les tendances en matière de cybersécurité, à l'initiative de la Roumanie, document qui est traduit dans un nombre croissant de pays européens.

***M. Michael Goldsmith***, Centre mondial des capacités de cybersécurité, Université d'Oxford, Royaume-Uni, a donné un aperçu des activités du Centre mondial des capacités de cybersécurité (GCSCC), institution internationale clé pour ce qui est des recherches et du renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité.

Il a axé son intervention sur l'un des produits phares du centre, à savoir un Modèle de maturité pour la cybersécurité (CMM), destiné à évaluer le niveau de maturité en matière de cybersécurité de chaque pays afin de donner des indications et des orientations aux pouvoirs publics sur la façon d'améliorer la cybersécurité.

Le modèle, qui s'articule autour de cinq grands axes, a été utilisé par le centre en coopération avec des partenaires stratégiques comme l'UIT pour fournir une assistance à des Etats Membres, au nombre de 17 à ce jour. Grâce à de nombreuses interactions avec des acteurs au niveau national, l'utilisation du modèle CMM contribue à améliorer le processus décisionnel et accélère la prise de mesures pour rendre le cyberespace plus sûr.

L'orateur a enfin mentionné la coopération stratégique entre le centre et l'UIT, en particulier pour des initiatives clés comme le projet relatif à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité auquel participent 15 organisations.

Les principales suggestions et tendances mises en avant au cours de cette session incluent le fait que les cybermenaces deviennent transversales et de ce fait ont des incidences sur l'ensemble de la population, qu'il s'agisse des adolescents utilisant les TIC essentiellement pour une interaction sociale ou pour se divertir ou bien de professionnels dans le secteur public ou le secteur privé. A cet égard, tous les orateurs ont fait passer un message clair sur l'importance d'une approche basée sur la collaboration et la coopération. La mise en place de capacités, par exemple d'une équipe d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et de cadres comme les stratégies nationales en matière de cybersécurité (NCS), est essentielle pour parvenir à une culture mondiale de la cybersécurité.

****Session 3: Inclusion numérique et innovation dans le secteur des TIC, dans l’intérêt du développement durable**** (ODD 4/5/9, grandes orientations C3, C4, C7 du SMSI)

Cette session a été consacrée aux initiatives qui ont été prises au niveau régional pour encourager l’accès aux télécommunications/TIC, en particulier pour les personnes handicapées, ainsi que l’esprit d’entreprise et d’innovation et pour améliorer les compétences en matière de TIC.

***Mme Ieva Žilionienė***, Directrice du Département de la stratégie, Autorité de régulation des communications de la République de Lituanie, a ouvert la session en insistant sur le fait qu’il était important de faire en sorte que tous les membres de la société puissent tirer parti des avantages qu’offrent les TIC. Elle a souligné qu’il était nécessaire de trouver un dénominateur commun pour prendre de nouvelles mesures, en tirant les leçons de l’expérience acquise avec les initiatives menées à bien dans différents pays de la région.

Dans son allocution, ***S.E. M. Karol Okonski***, Sous-secrétaire d’État, République de Pologne, a exposé les perspectives et les problèmes liés aux initiatives relatives à l’identité mobile et a présenté le groupe d’experts sur l’identité mobile, créé dans le cadre de l’initiative régionale pour l’Europe sur l’innovation.

Reconnaissant l’importance des technologies de l’information et de la communication pour le développement, il a souligné que le gouvernement polonais avait fait des TIC une priorité politique absolue. À cet égard, le gouvernement a lancé l’initiative pilote sur l’identité mobile en mai 2017. Ce projet exploitera la croissance des réseaux mobiles et l’augmentation du nombre d’utilisateurs de réseaux mobiles ainsi que les progrès enregistrés en ce qui concerne les services de géolocalisation pour fournir aux citoyens polonais des services personnalisés et de meilleure qualité. Dans cette optique, toutes les informations et tous les services, y compris les services de cybergouvernement et les services de paiement, seront centralisés dans un seul et même dispositif.

Dans son exposé, l’orateur a passé en revue les principaux catalyseurs des projets sur l’identité mobile, en particulier l’existence d’un parc important d’utilisateurs des services mobiles, une connectivité fiable et largement disponible, un environnement législatif propice et une prise de conscience des facteurs de sécurité et de confidentialité. Il a également examiné les principaux problèmes qui se posent, notamment l’acceptation par les utilisateurs mais aussi par le secteur privé de nouvelles modalités de fourniture et d’utilisation des services, y compris des services de transactions financières. Dans le même temps, il est important de gagner la confiance du public et d’offrir des solutions techniques stables, souples et modulables qui peuvent s’adapter au rythme des progrès technologiques.

L’orateur a pris des exemples de projets sur l’identité mobile et l’identité électronique mis en œuvre dans différents pays pour présenter les possibilités en ce qui concerne les partenariats public–privé, les options réglementaires et les solutions techniques. Il a également souligné que même si dans certains pays l’utilisation des services faisant appel à l’identité mobile ou l’identité électronique est optionnelle, d’autres pays ont rendu cette utilisation obligatoire pour la fourniture de certains services.

***Mme Amela Odobasic***, Responsable des affaires publiques, Agence de régulation des communications, Bosnie-Herzégovine, a parlé du renforcement des capacités nationales et régionales afin d'améliorer l’accessibilité aux TIC. Elle a rappelé l’engagement pris par l’Organisation des Nations Unies en faveur des handicapés et l’appel pressant lancé par cette organisation pour que tous les citoyens puissent être des acteurs à part entière de la société et de l’économie. Elle a présenté l’initiative régionale sur l’accessibilité, y compris financière, des produits et services de télécommunication/TIC, avec une attention particulière aux personnes handicapées, afin de parvenir à l’inclusion numérique et à un développement socio-économique durable.

Le principal objectif de cette initiative est de renforcer la coopération régionale et la détermination de toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, les opérateurs et les équipementiers. Cette initiative renforce la prise de conscience et encourage l’élaboration de lignes directrices pertinentes sur les politiques publiques. Elle vise par ailleurs à développer les capacités nationales et régionales par le biais de formations sur l’accessibilité du web et à encourager la mise en œuvre et la mesure des progrès réalisés. L’orateur a indiqué que, même si la plupart des pays en développement de la région Europe avaient adopté des cadres juridiques et réglementaires appropriés, le niveau de mise en œuvre de l’accessibilité des TIC restait bas.

***Mme Marsida Duskhu***, Autorité des communications électroniques et postales (AKEP), Albanie, a fait un exposé sur les approches nationales adoptées en matière d’innovation. Elle a expliqué que l’Albanie a élaboré des recommandations concrètes qu’elle met en œuvre dans le cadre de l’actuelle initiative régionale de l’UIT sur l’innovation et que le pays, fort de cette initiative, a soumis une proposition de nouvelle initiative régionale pour l’Europe intitulée "*Ecosystème pour l’innovation centré sur les TIC compte tenu des technologies émergentes".*

L’examen centré sur les TIC, mené à l’échelle du pays, est un projet d'étude de cas qui a été lancé en décembre 2015 et dans le cadre duquel 46 entretiens ont eu lieu avec des institutions représentant six groupes différents de parties prenantes et une consultation multipartite a été organisée. Le résumé analytique a été présenté pendant la semaine de l’innovation le 17 mai 2016.

En clôture de son intervention, l’orateur a indiqué que le gouvernement albanais examine actuellement le plan d’action national sur la stratégie adoptée pour le numérique pour la période 2015-2020 ainsi que le programme de réforme économique qui comporte un volet sur l’innovation, un volet sur la compétitivité, un fonds de démarrage et un système de certificats.

***M. João Magalhães et M. Pavel Racu***, Académie de Codigo, Portugal, ont souligné l’importance de la maîtrise des outils numériques et de l’acquisition de compétences numériques et ont montré comment de meilleures compétences en matière de TIC peuvent faciliter l’évolution des carrières et contribuer à une solution de problèmes économiques comme le chômage. Alors que de nombreux pays continuent d’afficher des taux de chômage élevés, de nouvelles perspectives, nombreuses, s’ouvrent aux personnes qui acquièrent des compétences en matière de TIC et de programmation, étant donné que de nombreux secteurs manquent de personnel ayant ces qualifications.

Les orateurs ont présenté l’initiative de l’Académie de Codigo "Donner à des chômeurs un emploi dans le domaine du codage", dans le cadre de laquelle des formations sur l’élaboration des codes sont dispensées à des chômeurs, ce qui les aide à retrouver un emploi. En outre, l’Académie de Codigo a réalisé une étude pour identifier les raisons pour lesquelles un nombre relativement faible de personnes acquiert des compétences en matière de TIC et deviennent des spécialistes de ces technologies. Cette étude a montré que la modification des programmes scolaires et un accent plus important mis sur la formation dans le domaine des TIC pourraient permettre de trouver une solution au problème du manque de personnes qualifiées dans le domaine des TIC. A l'issue de cette étude et après avoir fourni de nouveaux matériels de formation aux enseignants, les compétences des enfants dans le domaine des mathématiques se sont considérablement accrues.

***M. Toni Janevski***, Faculté d’ingénierie électrique et des technologies de l’information, Université Saints Cyril et Méthode de Skopje (FEEIT), Ex-République de Macédoine, a donné des informations sur le renforcement des capacités à travers un Centre d’excellence de l’UIT. La présentation (préenregistrée) a permis de donner un aperçu de l’Académie et des Centres d’excellence de l’UIT, notamment en ce qui concerne leur répartition géographique et leur nombre, leurs principaux objectifs et leurs méthodes de travail. L’orateur a également attiré l’attention sur les sites web pertinents et a montré comment les participants tirent parti de ces centres qui dispensent des formations et des cours sur l’Internet de demain, le large bande mobile et les réseaux mobiles de prochaine génération. Il a également invité les participants à faire part de leurs réactions sur ces formations, ce qui contribuera à améliorer l’Académie de l’UIT, initiative phare de l’UIT pour le renforcement des capacités.

Les principales suggestions formulées au cours de cette session sont que les membres de l’UIT doivent poursuivre, voire renforcer leur collaboration et leur partenariat pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives régionales dans des domaines prioritaires comme l’innovation, l’accessibilité, y compris financière, des télécommunications, les compétences numériques, le renforcement des capacités humaines et les applications des TIC.

****Session 4:**** Nouveaux paradigmes de collaboration pour l’utilisation des TIC au service des ODD (ODD 4, 5, 17 /grandes orientations C1, C3, C11 du SMSI)

Cette session a été consacrée au partage des stratégies et politiques nationales et régionales visant à renforcer l’appui et les partenariats multi parties prenantes afin de mettre en œuvre les mesures prises dans le cadre de l’initiative "les TIC au service des ODD" (ICT4SDG). Elle a également permis de confronter les expériences, les exemples de réussite et les problèmes et de partager les enseignements tirés afin d’accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030 grâce aux TIC.

***M. Jaroslaw Ponder***, Représentant de zone de l’UIT, Europe, a indiqué que les travaux de cette session étaient très pertinents pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030. Il a cité à cet égard les orateurs qui représentent différents secteurs et qui travaillent en étroite collaboration avec l’UIT et la communauté au sens large pour promouvoir l’importance des TIC en tant que catalyseur essentiel de la mise en œuvre des ODD.

***S.E. M. Dejan Maslikovic***, Ministre adjoint, République de Serbie, a prononcé l’allocution principale et fait part de l’expérience de la Serbie en ce qui concerne l’utilisation des TIC dans le secteur de la culture. Une des principales mesures prises à ce jour par la République de Serbie est la numérisation des contenus culturels nationaux, à travers une approche multipartite. Les travaux en la matière ont reçu le soutien d’experts internationaux et ont été alimentés par les expériences de plusieurs pays développés. Le processus de numérisation s’est opéré selon un processus national détaillé, reposant sur un cadre et une structure juridique définis à partir desquels une stratégie nationale sur la numérisation des contenus culturels de Serbie a pu être élaborée. L’orateur a également mis en avant plusieurs problèmes qui ont été examinés avec la participation de nombreuses parties prenantes et parlé de l’élaboration de normes et de bonnes pratiques pour soutenir l’effort de numérisation sur le long terme.

***M. Per Hasvold***, Représentant de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait un exposé sur l’utilisation des TIC au service de la santé. Il a donné des informations sur l’initiative conjointe OMS–UIT reconnue "Be Healthy Be Mobile" (la santé c’est la mobilité), initiative qui est axée sur la lutte contre les maladies non transmissibles grâce à l’utilisation des technologies mobiles pour les problèmes de santé. L’UIT et l’OMS se sont toutes les deux impliquées, aux côtés de plusieurs pays à travers le monde, pour concevoir et mettre en œuvre des programmes et des projets de santé sur mobile et pour élaborer des manuels en la matière.

L'orateur a en outre fait part aux participants d’un nouveau projet dans le cadre de l’initiative "Be Healthy Be Mobile", signé en mars 2017 entre l’Union européenne, l’UIT et l’OMS et financé par le programme Horizon 2020, qui vise à mettre en place un pôle européen de santé sur mobile et à renforcer les capacités humaines. A travers le projet de l’Union européenne, d’autres pôles seront mis en place dans d’autres régions en fonction de leurs besoins et de leurs capacités.

***Mme Danguole Rutkauskiene***, Directrice de la Computer User’s School, Université de technologie de Kaunas et Présidente du Groupe de travail sur la coalition nationale en faveur du numérique, Lituanie, a fait un exposé sur l’utilisation des TIC au service de l’autonomisation des femmes et a fait part de sa grande expérience dans ce domaine. Elle a donné des informations sur le niveau de spécialisation du secteur des TIC qui offre des perspectives de carrière nombreuses et diverses.

En Europe, seulement 29 femmes sur 1000, environ, ont un diplôme dans le domaine des TIC et elles ont tendance à abandonner les carrières dans le secteur des TIC plus souvent que les hommes. Cette tendance négative s’explique en partie par les stéréotypes sociaux, le manque de confiance en soi et une image négative du secteur. Des mesures sont actuellement prises pour améliorer cette situation, notamment à travers l’action du Centre européen pour les femmes et la technologie qui s’efforce avant tout d’inciter les jeunes filles à se spécialiser dans le domaine des TIC et d’autres domaines scientifiques. En conclusion de son intervention, elle a rendu compte des efforts importants faits par son pays, la Lituanie, et elle a formulé plusieurs recommandations, notamment sur la façon de motiver les jeunes filles dès le plus jeune âge à examiner les systèmes d’enseignement nationaux et à partager les bonnes pratiques relatives aux TIC dans le secteur des TIC, aux niveaux national et régional.

***M. Laszlo Gabor Papocsi***, Consultant pour l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) a fait un exposé sur l’utilisation des TIC dans l’agriculture et a partagé les résultats d’une étude sur la mise en œuvre de stratégies sur la cyberagriculture en Europe et dans les pays d’Asie centrale. Il a fait état de la préparation d’une publication conjointe UIT-FAO concernant cet examen, qui propose des solutions nationales et régionales, des applications, des initiatives, traite des réseaux, partage les enseignements tirés et donne de bons exemples sur les TIC, l’agriculture et le développement rural. L’orateur a conclu que les résultats de l’étude sont très différents d’un pays à l’autre et d’une région à l’autre. L’accent doit davantage être mis sur le degré de mise en œuvre, le suivi et l’évaluation des initiatives et activités relatives à la cyberagriculture.

Une présentation préenregistrée fournie par ***M. Christoph Legutko***, Gouvernement et Politique - Europe centrale et Europe de l’Est, INTEL, était consacrée à l’utilisation des TIC dans le secteur de l’éducation. L’orateur a décrit plusieurs avantages qui découlent de la transformation de l’enseignement, par exemple l’emploi et le développement économique, la compétitivité, la citoyenneté et l’équité sociale. Il a souligné l’importance de l’accès au large bande qui est essentiel pour la réussite dans le secteur de l’éducation. Il a également parlé de la nécessité de mettre en place des politiques en faveur du large bande afin d’encourager le déploiement, à un prix abordable, d’une connectivité large bande universelle et de qualité qui transformera l’enseignement.

Il a conclu son intervention en indiquant qu’il fallait doter les écoles, les étudiants et leurs familles, d’outils TIC modernes , leur garantir un accès au large bande financièrement abordable et de qualité, modifier le cadre réglementaire pour encourager l’investissement et financer l’accès au large bande sur le dernier kilomètre et enfin libéraliser les conditions d’accès aux réseaux ultrarapides.

Les principales suggestions formulées pendant la session sont que les membres de l’UIT devront continuer de renforcer leur collaboration et leur partenariat. Les présentations ont également fait ressortir des dimensions très différentes du rôle important que jouent les TIC au sein de différentes institutions de l'Organisation des Nations Unies, avec de nombreuses activités et de nombreux partenariats possibles, comme ceux entre l’OMS et la FAO, dont l'utilité a été prouvée.

****Session de clôture du RDF 2017****

**M. Jaroslaw Ponder**, Coordonnateur pour l’Europe, a prononcé les remarques de clôture et remercié l’Autorité de régulation des communications de la République de Lituanie, le Ministère des transports et des communications de la République de Lituanie ainsi que tous les orateurs et les participants. Il a fait observer que les délibérations du RDF pourraient être prises en compte à la RPM-EUR lors de l’examen des initiatives régionales, compte tenu des nouvelles tendances qui ont été dégagées pendant Forum. Il a souhaité un bon voyage de retour à tous les participants et a indiqué qu’il se réjouissait à la perspective des discussions qui auront lieu le lendemain à la RPM‑EUR.

En clôture de son intervention, **S.E. M. Ričardas Degutis**, Vice-Ministre, Ministère des transports et des communications de la République de Lituanie, a remercié, au nom de la République de Lituanie, le Directeur du BDT, le Représentant du Bureau de zone de l’UIT pour l’Europe ainsi que tous les participants pour les débats très fructueux.

Il a indiqué que, grâce à des mécanismes de mise en œuvre efficaces comme les initiatives régionales de l’UIT–D, la croissance du secteur des TIC est assurée. Il estime que les pays européens doivent poursuivre leurs efforts en ce qui concerne les prix de l’itinérance afin d’offrir aux consommateurs les meilleures solutions possibles pour pouvoir communiquer lorsqu’ils sont à l’étranger. Etant donné que les questions de résilience et de confiance deviennent de plus en plus complexes, les pays sont confrontés à de nombreux problèmes. L’orateur a exprimé des inquiétudes concernant les personnes âgées et les personnes handicapées pour ce qui est de l’inclusion numérique. Il est heureux que ces sujets aient été abordés pendant le RDF car ils jetteront les bases des améliorations futures.

Il a ajouté que la collaboration future pose des problèmes pour les pays individuellement, au niveau régional et au niveau mondial. Les discussions dans le cadre de l‘UIT sont donc "incontournables" car la communauté doit laisser ouvertes toutes les possibilités de collaboration et, plus important, doit utiliser toutes les possibilités dont elle dispose pour agir de manière concertée.

L’orateur a invité tous les participants et les membres de l’UIT à poursuivre la mise en œuvre du Programme sur les ODD et à resserrer les liens de coopération entre les membres de l’UIT en ce qui concerne les TIC.

S.E. M. Ričardas Degutis, Vice-Ministre, Ministère des transports et des communications de la République de Lituanie, Président du RDF-EUR 2017

Vilnius, République de Lituanie

26 avril 2017

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_